


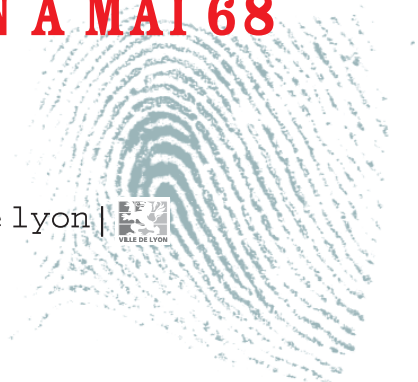


VISAGES DU MOUVEMENT OUVRIER DE LA RÉVOLUTION À MAI 68

 |  | archives municipales de lyon | 



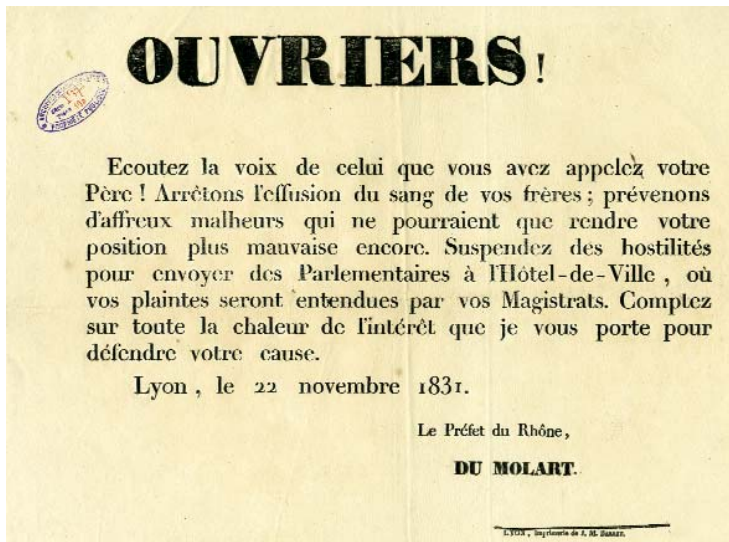
1789-1834

LES RÉVOLTES DES CANUTS* (1/2)

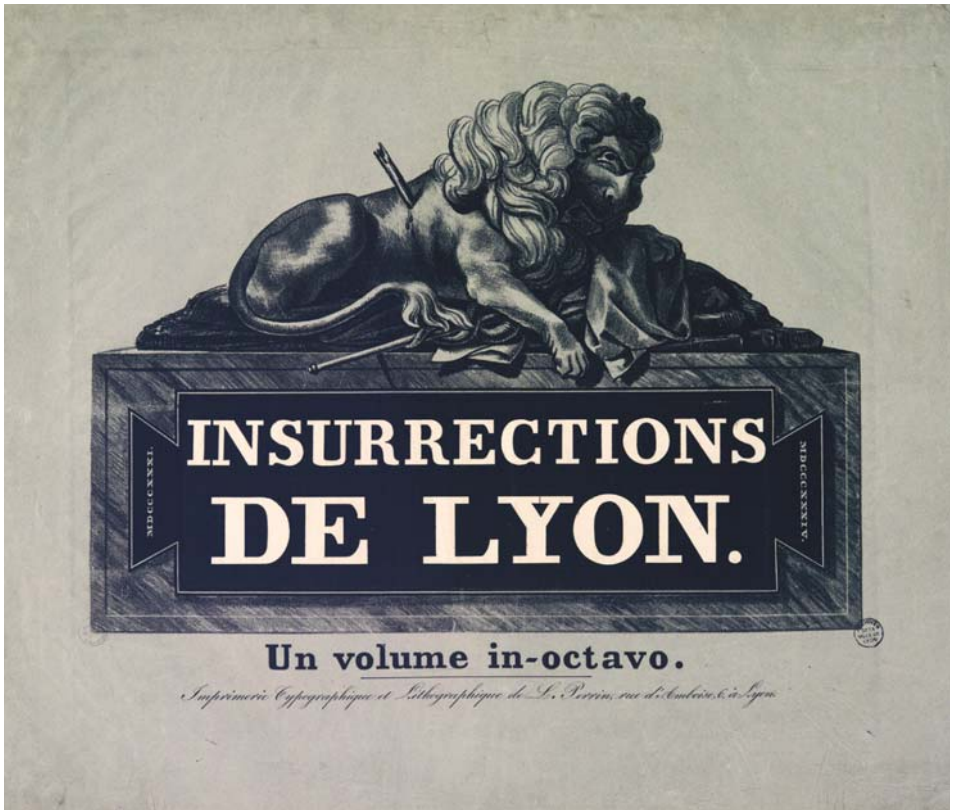
Par l'abolition des corporations et l'institution de la liberté du travail, la Révolution a créé les conditions de la révolution industrielle, avec pour conséquence la formation du prolétariat ouvrier aux conditions de vie précaires. Ce sont tout d'abord les sociétés de secours mutuels qui assurent la défense du monde du travail et la prise en charge de ses besoins sociaux, avec une expression parfois violente des revendications comme lors des révoltes des **canuts*** à Lyon en 1831 et 1834 qui font suite aux mouvements de 1744, 1786 et 1817, suscités par la fixation des tarifs pour les différents tissus.

* CANUTS

Le terme canut, canuse au féminin, vient, selon Le Littré de la Grand' Côte, de canne. Le canut est celui qui use de la canne dont a été faite la canette. Les canuts sont donc, au XIX^e siècle, les ouvriers et ouvrières en soie à Lyon.



Affiche d'appel au calme,
22 novembre 1831
Archives municipales
de Lyon, 2 Fi 6432



Affiche de la publication du témoignage
de J.-B. Montfalcon sur les événements de 1834
Archives municipales de Lyon,
16 Fi 468

« Le prolétariat sonna à Lyon le tocsin de l'alarme » écrit Karl Marx dans *Le Capital*, qualifiant ainsi la précocité du mouvement ouvrier à Lyon.

[portrait]

DENIS MONNET (1750-1793)

Denis Monnet est incontestablement le plus précoce animateur de la corporation des tisseurs de soie lyonnais en prenant part en 1786 à une sédition au cri de « Pas de navette sans les deux sols » qui fit reculer les marchands et leur tarif. Il fut arrêté, accusé de « libelles et écrits séditieux ».

1848-1871

LES RÉVOLTES DES CANUTS (2/2)



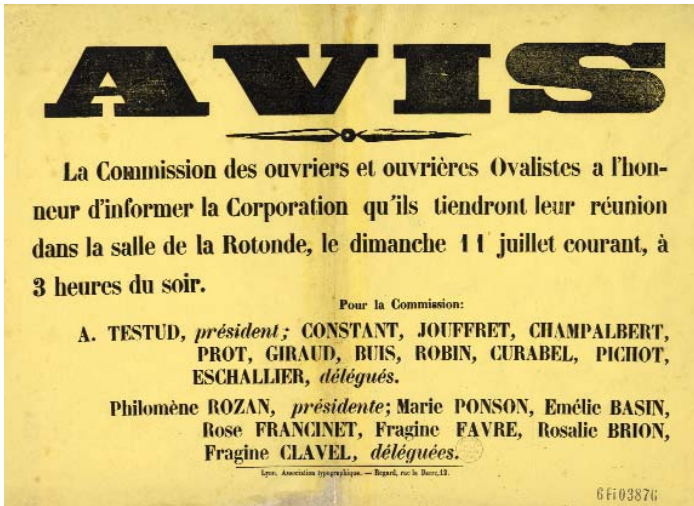
Tampon de la République
des Voraces
Archives municipales
de Lyon, 124 II 1/6

[zoom]

VORACES

Société politique secrète dont le but avoué, à l'origine, était d'obtenir des cafetiers la vente du vin au litre et non en bouteilles. Cette dénomination a pour origine le compagnonnage : compagnons du Devoir, puis Dévoirants et enfin Voraces. Ils auront, à Lyon, une influence importante lors des événements de 1848.

La Révolution de 1848 est la source d'une grande espérance pour le monde ouvrier mais la Seconde République conduit finalement à une grande déception. Le Second Empire renforce, dans un premier temps, le contrôle et la répression, puis à partir de 1860, la conjoncture politique changeant, l'offensive ouvrière se dessine. En 1864, les coalitions sont autorisées, ce qui permet la création d'associations professionnelles : les « chambres syndicales ». 1864 est aussi l'année de la fondation de l'Association Internationale des Travailleurs à Londres (1^{re} Internationale).



Les ovalistes en grève, 1869
Archives municipales de Lyon, 2 Fi 3876

Le syndicalisme naissant prend en charge les revendications ouvrières, que les sociétés de secours mutuels, sous la coupe des notables locaux depuis leur réorganisation en 1852, abandonnent pour se spécialiser dans la maladie et les retraites.

La fin du Second Empire est marquée par une recrudescence des **grèves*** : ouvrières « ovalistes » à Lyon, emmenées par Philomène Rozan, passementiers et mineurs à Saint-Etienne... Ces mouvements s'accompagnent d'un éveil politique de la classe ouvrière qui se manifeste violemment lors de la flambée de la Commune de Paris.

* GRÈVES

Ce mot tire son origine de la place de Grève à Paris où les ouvriers au chômage se réunissaient sous la Seconde République, attendant des offres de travail. Coalition de personnes du même état, qui s'entendent pour cesser tout travail et arriver ainsi à imposer leurs conditions aux patrons.

[zoom]

1^{RE} INTERNATIONALE

Le 28 septembre 1864, à Londres, au cours d'un meeting, des ouvriers venus de toute l'Europe fondent l'Association internationale des travailleurs (A.I.T.). Elle se donne pour objectif de coordonner les luttes syndicales et populaires de tous les pays et comprend un comité central et des sections nationales. C'est Karl Marx, réfugié à Londres, qui en rédige les statuts.

1864-1919

LA NAISSANCE DES SYNDICATS*



Préparation du Congrès ouvrier de 1878
Archives municipales de Lyon,
6 Fi 3878

* SYNDICAT

Association qui a pour objet la défense d'intérêts professionnels : amélioration des conditions de production, d'exploitation, d'achat, de vente ; relation entre employeurs et salariés ; salaires ; conditions de travail, etc... et représentation auprès des pouvoirs publics.

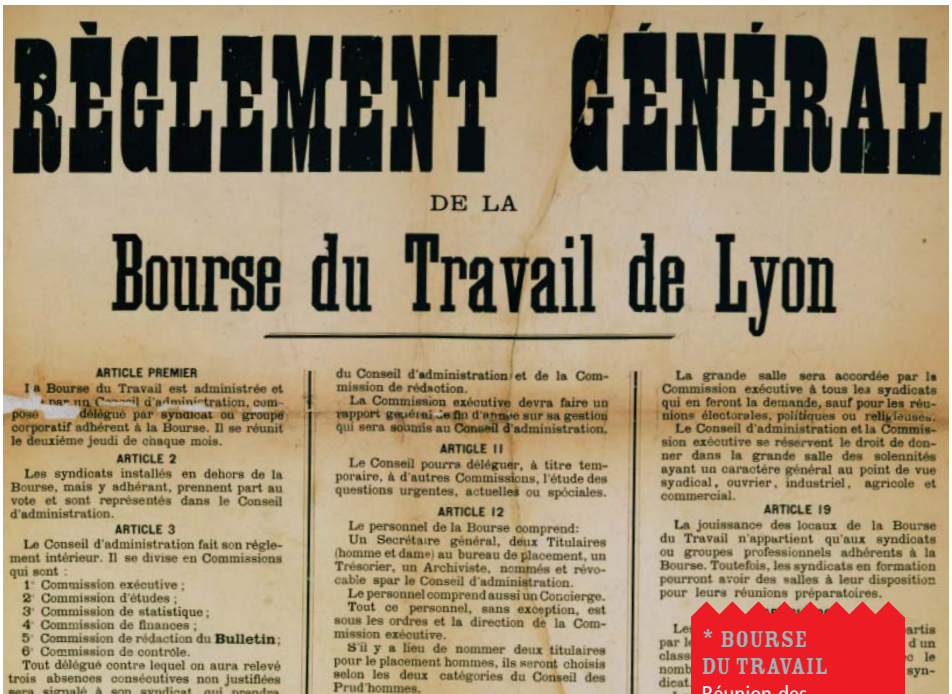
Après l'hécatombe de la Commune de Paris, le mouvement ouvrier renaît rapidement et cherche ses formes d'organisation collective qui se développent sur deux plans : politique et syndical. Il tient ses premiers congrès : Paris (1876), Lyon (1878), Marseille (1879) qui voient la création d'un premier parti « Fédération des travailleurs socialistes de France » avant que les antagonismes politiques ne cassent cette unité « socialiste », en autant

de partis que de tendances, jusqu'au congrès d'union en 1905 qui donne naissance à la S.F.I.O. (Section française de l'Internationale ouvrière). Ces divisions entraînent une séparation entre socialisme et syndicalisme qui proclame son indépendance à l'égard du politique par la Charte d'Amiens en 1906.

L'organisation syndicale se développe dans deux directions : les fédérations de métiers (structure verticale) et les **bourses du travail*** (structure horizontale, interprofessionnelle et de proximité).

La loi de 1884 reconnaît la légalité des **syndicats*** professionnels.

En 1886 est créée à Lyon la Fédération nationale des syndicats qui regroupe les fédérations de métiers. Malgré son rôle limité, on lui doit la proposition d'une journée internationale des travailleurs dont la date est fixée au 1^{er} Mai.



Règlement de la Bourse du Travail [vers 1906 -1919]
Archives municipales de Lyon, 1101 Wp 35

La première **bourse du travail*** ouvre ses portes à Paris en 1887, Saint-Etienne en 1889 puis Lyon en 1891. La Fédération des bourses du travail tient son 1^{er} congrès à Saint-Etienne en 1892. La réunion de ces 2 formes d'organisation commence en 1895 avec la création de la Confédération générale du travail (C.G.T.), née de la volonté des travailleurs de se doter d'un outil unitaire pour faire face au patronat. En 1919 se constitue la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (C.F.T.C.), issue du regroupement de nombreux **syndicats*** chrétiens dont les premiers syndicats féminins chrétiens, nés à Lyon à la fin du XIX^e siècle.

[zoom]

LA COMMUNE
(18 MARS - 28 MAI 1871)

Gouvernement révolutionnaire formé lors de l'insurrection du 18 mars 1871 à Paris faisant suite à la défaite de la France par la Prusse et à la chute du Second Empire. Les Parisiens, soumis au siège prussien, étaient affamés et coupés du gouvernement dirigé par Thiers à Versailles. Ils prirent le pouvoir et toute une série de mesures révolutionnaires qui engageaient la France dans la voie d'une République sociale.

* **BOURSE DU TRAVAIL**
Réunion des adhérents des divers syndicats d'une même ville ou région en vue de se concerter pour la défense de leurs intérêts et l'organisation de divers services d'intérêt collectif ; lieu où se tient cette réunion.

1919-1929

L'AGGRAVATION DES CONFLITS SOCIAUX

Les organisations syndicales et politiques du mouvement ouvrier subissent les conséquences du premier conflit. La participation à l'Union Sacrée pour la défense nationale, la Révolution russe de 1917, la création de la 3^e Internationale en mars 1919 sont des facteurs de division. Les années 1920 sont celles des scissions.

Après l'échec de la grève de mai 1920, l'opposition au sein de la C.G.T. se durcit. La majorité exclut les minoritaires qui se regroupent dans une nouvelle centrale, la C.G.T.U., dont le congrès constitutif a lieu à Saint-Etienne en 1922.

Au congrès de Tours en 1920, les socialistes minoritaires, avec Léon Blum, refusent de suivre les majoritaires qui fondent la section française de l'Internationale communiste ; le nouveau « parti communiste » tient son premier congrès à Marseille en 1921.

SYNDICAT DES PRODUITS CHIMIQUES
BOURSE DU TRAVAIL, 99, COURSE MORAND

UNION FÉDÉRATIVE SOCIALISTE
Groupement d'action d'unification des Forces Socialistes et Communistes - Fédération du Rhone

Aux TRAVAILLEURS
CAMARADES,

La Guerre nous a meurtris et divisés sur le terrain politique et économique.
Devant la Réaction puissamment organisée, de plus en plus menaçante pour nos libertés, nous n'opposons que des forces, tous les jours plus dispersées et impuissantes lorsqu'il faudrait, au contraire, reconstituer la **Grande Unité Ouvrière des SAURES, GUESDE et VAILLANT.**

Si les divisions persistent, si pour des questions de classe et de personnes nous restons isolés, par petits groupes, la Réaction peut dormir tranquille et continuer son œuvre néfaste par le **Bloc National des Mercantis et des Profiteurs.**

La Classe ouvrière qui, par instinct et par raison se rend compte de cette nécessité, aspire ardemment à l'**Unité**, mais l'orgueil des États-Majors ambuleux s'y oppose.

Si au contraire, malgré nos quelques divergences, l'Unité se reconstitue comme elle était avant guerre, les forces réactionnaires, militaires, cléricales et capitalistes ne pourront résister longtemps à la puissance vague qui débrèlera et emportera le système d'oppression actuel pour faire place au régime **Socialiste ou Communiste** dans un avenir prochain de **Justice et d'Humanité.**

Pour l'Unité du Proletariat,
Contre les Forces d'oppression,
FORMONS LE

Pour l'Amnistie intégrale,
Contre la Guerre,
FORMONS LE

BLOC DES ROUGES

TOUS AU MEETING
qui aura lieu le **SAMEDI 17 FEVRIER 1923, à 20 heures 30**
SALLE DES FÊTES de la Mairie du 5^e Arrondissement
Sous la Présidence effective du Citoyen **LEGOUHY**, Conseiller Municipal, Adjoint au Maire de Lyon
AVEC LE CONCOURS DE

Pierre **BRIZON**
Ancien Député - Directeur de « LA VAGUE »

Henri **SELLIER** Raoul **VERFEUIL**
Maire de Sarras - Conseiller Général de la Seine Secrétaire Général de l'Union Fédérative Socialiste
LE BUREAU FÉDÉRAL

PARTICIPATION AUX FRAIS D'ORGANISATION - **ENTRÉE : UN franc**
Ou bureau des cartes au Siège de la FÉDÉRATION, 4, rue de Maastricht et à l'entrée de la Salle
Lyon, TRAIFFET, Éditeur, 88, rue de l'Archevêché, Tél. V. 32-55

Affiche d'un meeting pour le 17 février 1923
Archives municipales de Lyon, 2 Fi 1185

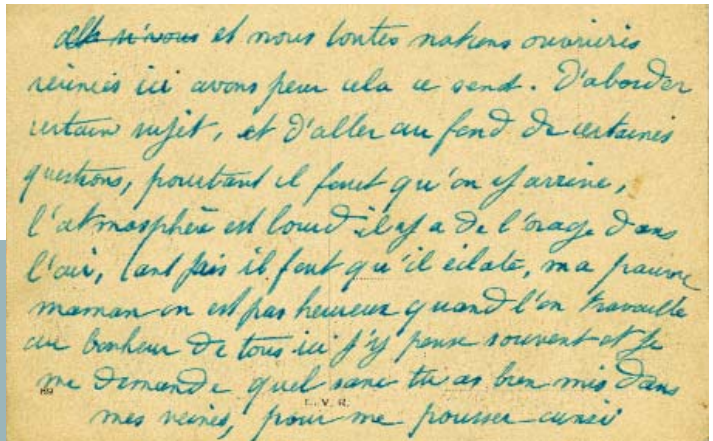


Benoît Frachon à la tribune, congrès national de la C.G.T., juin 1959
Collection Institut d'Histoire Sociale
C.G.T. Rhône-Alpes

[portrait]

BENOÎT FRACHON
(1893-1975)

Ouvrier métallurgiste, il dirige les luttes des travailleurs stéphanois (années 20) puis le parti communiste lyonnais. Responsable national de la C.G.T.U. puis dirigeant de la C.G.T. réunifiée en 1936, il lance la « bataille de la production » après la guerre. Il devient secrétaire général de la C.G.T.



[portrait]

JEANNE CHEVENARD
(1876-1944)

Lyonnaise, brodeuse à domicile, elle joue un rôle important à la C.G.T. dès 1913, tout particulièrement pendant les grèves de 1917 et 1918. Collaboratrice fidèle de M. Vivier-Merle, elle participe à de nombreux congrès en France et à l'étranger dans l'entre-deux guerres. Sa correspondance témoigne du poids parfois écrasant de sa lutte.

Carte postale de Jeanne Chevenard du congrès de Rome, avril 1922
Archives municipales de Lyon,
II 358

1930-1939

L'AGGRAVATION DES CONFLITS SOCIAUX



Les grèves de juin 36 à l'Office des Tramways de Lyon (O.T.L.),
photographie des ateliers de la rue d'Alsace.

Archives municipales de Lyon, 38 Ph 61/175

[zoom]

FRONT POPULAIRE

En France, la démocratie a résisté à la grande crise économique de 1929. En 1936, Le Front Populaire est le gouvernement résultant de l'alliance électorale des partis de Gauche. Il a trois objectifs : stopper les poussées fascistes, résoudre la crise et faire des réformes (semaine de 40 heures et congés payés). C'est un moment clé de l'histoire du mouvement ouvrier.

L'incapacité des gouvernements à appliquer une politique économique accroît les mécontentements. Le climat « passionnel » des émeutes et grèves de 1934, la formation du Front Populaire favorise la réunification des organisations ouvrières. Après la grande manifestation unitaire contre de fascisme du 12 février 1934, le congrès de Toulouse de 1936 conduit à la réunification de la C.G.T.

Les grèves victorieuses de juin 1936, mouvements spontanés des ouvriers, transformés par la victoire du Front populaire, se traduisent par un renforcement de l'engagement syndical : la C.F.T.C. s'implante plus fortement dans le milieu ouvrier, la C.G.T. est dynamisée par la réunification. La victoire, scellée par les accords de Matignon, est consolidée par le vote des lois sociales : 2 semaines de congés payés, semaine de 40 h, conventions collectives.

Mais la portée des réformes est rapidement limitée par la hausse du coût de la vie, entraînant un effondrement du nombre de syndiqués à la veille de la guerre.

[zoom]

VILLEURBANNE

La ville affiche une sensibilité politique de gauche et les municipalités qui se suivent dans la première moitié du XX^e siècle veillent à l'accompagnement social du développement industriel rapide.

Villeurbanne devient un laboratoire de l'action sociale, où la priorité est donnée à la résolution des problèmes de salubrité publique, de logement, avec la création du quartier central des Gratte-Ciel, ou à l'éducation populaire.



Les manifestants devant l'hôtel de ville, 27 juillet 1936
Archives municipales de Villeurbanne

1939-1945

LE DEUXIÈME CONFLIT MONDIAL

Au début de la guerre, les organisations ouvrières sont neutralisées et le gouvernement de Vichy entend mettre en tutelle la classe ouvrière et programme la destruction du mouvement ouvrier. Les confédérations syndicales C.G.T. et C.F.T.C. sont dissoutes en novembre 1940, une Charte du travail est promulguée en

[zoom]

LA RELÈVE

Après la défaite, l'Allemagne a imposé à la France une énorme contribution de guerre et la réquisition d'ouvriers qualifiés pour combler le manque de main d'œuvre. En juin 1942, les Allemands exigent le recrutement forcé de travailleurs. La politique de la « relève » est lancée : pour trois volontaires envoyés dans les usines allemandes, un prisonnier de guerre était libéré.



Affiche de propagande de l'Etat français, 1^{er} Mai 1941.
Archives municipales de Lyon, 2 Fi 2364

octobre 1941 qui réorganise les rapports sociaux dans les corporations. Le Travail est associé à Famille et Patrie dans la propagande de l'Etat Français. Symboliquement, Pétain patronne le 1^{er} Mai.

Toutefois, le mouvement ouvrier participe aux premiers groupes de Résistance, et particulièrement à Lyon : Libération-Sud, Combat, l'Insurgé. C'est aussi la naissance du Mouvement Ouvrier Français (M.O.F.) qui se manifeste le 1^{er} Mai 1942. Les exigences de l'Allemagne en main d'œuvre avec la Relève (septembre 1942) puis le S.T.O. (service du travail obligatoire, février 1943) renforcent la Résistance. Lyon connaît en octobre 1942 une grève massive ; les publications clandestines se multiplient, les sabotages s'organisent dans les entreprises.

A partir de 1943, les ouvriers, y compris les militants étrangers, organisés dans la Main d'œuvre Immigrée (M.O.I.) jouent un rôle moteur dans la Résistance et dans l'insurrection nationale qui conduit à la Libération.

[zoom]

LE SERVICE DU TRAVAIL OBLIGATOIRE

C'est un service institué par le gouvernement de Vichy par la loi du 16 février 1943 et destiné à fournir à l'Allemagne la main d'œuvre qui lui fait défaut. Tous les jeunes gens âgés de 20 à 22 ans doivent être envoyés en Allemagne, quelles que soient leurs qualifications.



[zoom]

L'AFFICHE ROUGE

Placardée sur les murs de Paris en 1944, l'Affiche Rouge montre le portrait de dix des vingt-quatre membres du groupe Manouchian, rattachés aux Francs-Tireurs Partisans et Main d'Oeuvre Immigrée. Arrêtés par les nazis, ils furent tous exécutés. Aragon leur rendra hommage dans son poème *L'Affiche rouge* (*Le Roman inachevé*, 1956).

Affiche dénonçant les actions du groupe Manouchian, dite Affiche rouge, 1944
Archives municipales de Lyon, 2 Fi 2396

LES TRENTE GLORIEUSES



Manifestation des employés des Câbles de Lyon, 15 avril 1965.
Institut d'histoire sociale C.G.T. Rhône-Alpes

[zoom]

30 GLORIEUSES

C'est une expression de J. Fourastié, faisant référence au « trois glorieuses » (journées durant la Révolution de 1830). Ce sont 30 années de forte croissance économique et sociale qu'ont connu les pays industrialisés jusqu'au début des années 1970 (avec une croissance annuelle moyenne supérieure à 5%).

Au lendemain de la guerre, syndicats et partis se réclamant de la classe ouvrière se reconstituent. Avec les questions du pouvoir d'achat et de la nécessaire reconstruction, les mécontentements ouvriers et les tensions syndicales vont croissant. Les membres de la C.G.T. réunis autour du journal Force Ouvrière forment en 1948 une nouvelle centrale Syndicale la C.G.T.-F.O. Les années 1947 et 1948 connaissent des luttes très dures, particulièrement dans les secteurs de la métallurgie et des mines.

Les années 1950 marquent la stabilisation et l'apogée d'un monde ouvrier en formation depuis les années 1920.

Les années 1960 amorcent des mutations structurelles qui transforment l'économie française mais aussi la société tout entière, en particulier la classe ouvrière, dans ses pratiques, sa composition, ses conditions de travail ou ses modes de vie. Ce nouveau contexte influe sur les organisations syndicales ; le syndicalisme chrétien connaît une transformation radicale. Les partisans d'un syndicalisme sans référence à la morale sociale chrétienne, majoritaires au sein de la C.F.T.C., forment la C.F.D.T.(confédération française des travailleurs) en 1964, les minoritaires restent à la C.F.T.C. « maintenue ». De 1964 à 1967, les offensives ouvrières se multiplient, tout particulièrement dans les 2 forteresses industrielles de Lyon : Berliet-Vénissieux et Rhodiacéta-Vaise.

[zoom]

BERLIET

Créée en 1897, l'entreprise Berliet occupe au XX^e siècle une place prépondérante dans l'histoire industrielle, économique et sociale. Forteresse ouvrière, elle connaît des conflits sociaux, parfois violents, au fil de ses mutations, comme en Mai 68 avec l'anagramme « liberté » réalisé sur le fronton de l'usine avec les lettres de Berliet.

[zoom]

RHODIACÉTA

Née d'un atelier familial de teinture créé en 1838, à Lyon, l'entreprise Gillet est composée 35 ans plus tard de 4 usines où travaillent près de 900 ouvriers. En 1922, est fondé la société Rhodiaceta qui s'installe à Vaise sur un vaste terrain. En 1957, ce site est le premier site producteur de nylon du pays et emploie 7000 personnes, un quart des travailleurs de la chimie de l'agglomération.



Dans la rue, 1967
Fonds photographique du Progrès de Lyon

MAI 68

Si Mai 68 explose brutalement à Lyon comme dans toute la France, il est le prolongement d'une effervescence progressive de plusieurs années. Le déclenchement a pour détonateur l'agitation de la faculté de Nanterre avec la création du Mouvement du 22 mars qui fixe pour les 2 et 3 mai des journées anti-impérialistes. Le doyen décide de fermer la fac ; les étudiants révolutionnaires se rendent à la Sorbonne où ils sont « embarqués » par la police. Un pavé fuse... A Lyon, la solidarité est immédiate. Le mouvement étudiant se développe derrière l'A.G.E.L. (association générale des étudiants de Lyon) dès le 6 mai. Les tracts appellent à la mobilisation générale le 13 mai, journée qui voit l'appui de la classe ouvrière aux étudiants.



[zoom]

ATELIER POPULAIRE (ÉCOLE DES BEAUX-ARTS)

Sur les pentes de la Coix-Rousse, l'École des Beaux-Arts est l'un des points chauds de la contestation en Mai 1968 ; elle se dote comme à Paris d'un atelier populaire qui met l'image au service du mouvement. Il reproduit les affiches de Paris et crée ses propres affiches.



Image de la nuit du 24 au 25 mai 68
Fonds photographique du Progrès de Lyon

[zoom]

ACCORDS DE GRENELLE

Dans les salons de la rue Grenelle, le 27 mai 1968, Georges Pompidou fait un pas en accordant aux travailleurs nombre de leurs revendications. Cependant, même si les leaders syndicaux se sont entendus avec le Premier ministre, les grévistes ne sont pas satisfaits des accords de Grenelle et les rejettent.

*** BARRICADES**

Obstacle fait de l'amoncellement d'objets divers pour se mettre à couvert dans un combat de rue.

Le 16 mai, la nouvelle de l'occupation de la mythique usine Renault-Billancourt entraîne la propagation de la grève. Les principales usines sont occupées. L'anagramme « liberté » formé par les lettres de Berliet en constitue l'image forte. C'est la grève générale.

Le mouvement se radicalise. La nuit des **barricades*** du 24 au 25 mai se solde par de gros dégâts et la mort du commissaire Lacroix. Lyon inaugure les manifestations de la majorité silencieuse, lors des obsèques le 28 mai.

Après les accords de Grenelle, début juin, la reprise du travail se fait à Lyon sans l'intervention des forces de police.

1^{ER} MAI

L'idée d'une journée des travailleurs est proposée par la Fédération nationale des syndicats, première tentative d'organisation sur le plan national, à l'initiative du socialiste Jules Guesde, dont le congrès fondateur s'est tenu à Lyon en 1886. Elle organise le 18 février 1888 une journée de revendication pour la journée de 8 h. qui connaît un grand succès. Le 14 juillet 1889, à Paris, lors de la réunion du congrès socialiste international qui crée la 2^e internationale, le secrétaire de la Fédération nationale des syndicats propose de faire du 1^{er} Mai la fête internationale des travailleurs, en hommage aux « martyrs de Chicago » du 1^{er} Mai 1886 en lutte pour la journée de 8 h. et en lien avec la décision de la Fédération américaine du travail. Le 1^{er} Mai est célébré pour la première fois en 1890.

[zoom]

LES MARTYRS DE CHICAGO

Le 1^{er} Mai 1886 à Chicago, devant les usines Mac Cormick, une manifestation est organisée. Plusieurs militants sont arrêtés, condamnés et pendus. C'est en hommage à ces martyrs de Chicago que la date du 1^{er} Mai est choisie comme journée d'action ouvrière dans le monde entier.

**MANIFESTATION
OUVRIERE INTERNATIONALE
APPEL AUX TRAVAILLEURS**

CAMARADES,

Voici venir le 1^{er} Mai, date mémorable entre toutes pour le **Proletariat universel**.
Rappelons nous? Du 14 au 21 juillet 1886, il s'est tenu à Paris un Congrès International où se trouvaient représentées les plus importantes organisations ouvrières des deux mondes.

Après avoir abordé les principales questions intéressant la classe ouvrière de tous les pays, le Congrès a décidé qu'il y avait lieu d'organiser une grande manifestation internationale à date fixe, de manière que, dans tous les pays et dans toutes les villes à la fois, le même jour coïncide. Les Travailliers mettent les pouvoirs publics en demeure de réduire également à **HUIT HEURES** la journée de travail, et d'appliquer les autres résolutions du Congrès International de Paris.

Il s'agit donc pour nous de provoquer que, comme dans toutes les nations et dans toutes les villes, il y a à Lyon des hommes conscients et énergiques, décidés à réclamer leurs droits et à exécuter les décisions des Congrès qui sont les seuls et les vrais parlements des ouvriers.

Pour cela des mesures préliminaires doivent être prises en commun, c'est dans ce but que le **Comité local lyonnais de la Fédération nationale des Syndicats ouvriers**, et le **Comité spécial**, invitent tous les travailleurs, syndiqués ou non, à assister:

Le Dimanche 30 Mars 1890, à 2 heures

GRANDE REUNION PUBLIQUE
COURS MORAND, 39
Salle de la Bourse du Travail ancien Théâtre des Variétés

ORDRE DU JOUR:
MANIFESTATION DU 1^{ER} MAI 1890

Les Corps élus sont priés d'assister à la Réunion.
Et sera géorgé de constater pour les frais d'organisation

5475 - IMPRIMERIE NOUVELLE LYONNAISE, rue Perrache, 54



Le défilé du 1^{er} Mai 1947
Fonds photographique du Progrès de Lyon

[zoom]

LE MUGUET DU 1^{ER} MAI

En 1890, lors du 1^{er} Mai, les manifestants portent un petit triangle rouge, symbole de la journée en « trois huit » : travail, sommeil, loisirs. Plus tard, ils fleuriront leurs boutonnières d'églantines, symbole de la foi en la Révolution. Lors du 1^{er} Mai 1907, le muguet, fleur traditionnelle de l'Île-de-France apparaît. C'est au 1^{er} Mai 1936 que l'on vend des bouquets de muguet.

Des manifestations ont lieu dans 150 villes françaises : 40 000 personnes défilent à Lyon. L'année suivante, c'est le massacre de Fourmies ; à Lyon, les manifestants imaginent une démonstration qui lie le passé au présent. Les tisseurs de la Croix-Rousse rejoindront les cortèges des quartiers Est pour aller honorer les victimes des insurrections de 1831 et 1834, manifestation entachée par de nombreux incidents avec les forces de police. Avec le développement des bourses du travail, les 1^{ers} Mai sont localement préparés activement dans un esprit de lutte.

Si cette journée reflète une situation locale, elle est avant tout un événement national et international, voyant les travailleurs de tout le pays « chômer » au même moment pour réclamer la satisfaction des revendications. Au fil des années, de l'évolution économique, sociale et culturelle, des aléas internationaux, de la vie des syndicats, ...ou tout simplement de la météo, les 1^{ers} Mai revêtent des couleurs bien différentes.

POUR EN SAVOIR PLUS

GUIDES DE SOURCES ET DE RECHERCHES

Guide des services d'archives des entreprises et organismes du monde du travail, coordonné par Roger Nougaret. Paris, CNRS éditions, 1998.

CODHOS
(Collectif des centres de documentation en histoire ouvrière)
Congrès du mouvement ouvrier français 1870-1940, guide des sources. Paris, CODHOS éditions, 2002.

DREYFUS Michel
Les sources de l'histoire ouvrière, sociale et industrielle en France (XIX^e - XX^e siècle), guide documentaire. Paris, Ed. ouvrières, 1987.

Guide des sources de la C.F.D.T. Paris, 1995.

ROBERT François
Les archives des entreprises en Rhône-Alpes aux XIX^e - XX^e siècles. Lyon, Maison Rhône-Alpes des sciences de l'homme, 1993-1994 (2 vol.)

DICTIONNAIRES

Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français, sous la direction de Jean Maitron, 43 volumes parus en 4 périodes (1789-1939). Paris, Ed. de l'Atelier, 1964-1993.
Un volume de biographies nouvelles (n°44) paru en 1997.
Existe sous forme de cédérom.
12 volumes de la période 1939-1968, à paraître.

Deux dictionnaires thématiques ont paru : *Gaziers-électriciens*, sous la direction de Michel Dreyfus, 1996 et *Cheminots et militants, un siècle de syndicalisme ferroviaire*, sous la direction de Marie-Louise Goergen, 2003.

Dictionnaire du monde religieux dans la France contemporaine, Lyon, le Lyonnais et le Beaujolais, sous la direction de Xavier de Montclos. Paris, Beauchesne, 1994.

PERMEZEL Bruno
Résistants à Lyon, Villeurbanne et aux alentours, 2824 engagements. Lyon, Ed. BGA Permezel, 2003.

OUVRAGES GÉNÉRAUX

La France ouvrière, sous la direction de Claude WILLARD. Paris, Ed. de l'Atelier, 1995 (3 tomes).

CHABOT Joceline
Les débuts du syndicalisme féminin chrétien en France (1899-1944), Lyon, PUL, 2003.

CHEVANDIER Christian
Cheminots en grève ou la construction d'une identité (1848-2001). Paris, Maisonneuve et Larose, 2002.

DOMMANGET Maurice
Histoire du 1^{er} mai. Paris, 1953.

DREYFUS Michel
Liberté, égalité, mutualité : mutualisme et syndicalisme (1852-1967). Paris, Ed. de l'Atelier, 2001.

DREYFUS Michel
Histoire de la C.G.T., 100 ans de syndicalisme en France. Bruxelles, Ed. Complexe, Questions du XX^e siècle, 1995.

DREYFUS Michel
Histoire de la mutualité. Paris, LGDJ, 1990.

DROZ Jacques
Histoire générale du socialisme. Paris, PUF, 1997.

GEORGI Franck
L'invention de la CFDT. Paris, Ed. de l'Atelier, 1995.

NOIRIEL Gérard
Les ouvriers dans la société française, XIX^e - XX^e. Paris, Le Seuil, Point Histoire, 1986.

PERROT Michèle
« Les vies ouvrières » dans *Les Lieux de mémoire*, sous la direction de Pierre Nora.

SCHÖTTLER Peter
Naissance des bourses du travail : un appareil idéologique de l'Etat à la fin du XIX^e siècle. Paris, PUF, 1985

SIROT Stéphane
La grève en France, une histoire sociale (XIX-XX^e siècles). Paris, Odile Jacob, 2002.

TREMPE Rolande
Solidaires : les bourses du travail. Paris, Scanéditions, 1993.

OUVRAGES SUR LA RÉGION LYONNAISE

Les ouvrages sur les canuts, en très grand nombre, n'ont pas été cités ; on en trouve sous la plume de Justin Godart, Maurice Moissonnier, Fernand Rude...

AUZIAS Claire
La grève des ovalistes, juin juillet 1869. Paris, Payot, 1982.

BENOIT Bruno, CURTET Raymond
Quand Lyon rugit, les colères de Lyon du Moyen Âge à nos jours. Lyon, Ed. Lyonnaises d'art et d'histoire, 1998.

CAYEZ Pierre
Crises et croissance de l'industrie lyonnaise, 1850-1900. Paris, CNRS, 1980.

GARDEN Maurice
Lyon et les Lyonnais au XVIII^e siècle. Paris, Flammarion, 1975.

LEQUIN Yves
Les ouvriers de la région lyonnaise (1848-1914). Lyon, PUL, 1977.

MOISSONNIER Maurice
La première internationale et la commune à Lyon (1865-1871). Paris, Ed. sociales, 1972.

ROBERT Vincent
Les chemins de la manifestation, 1848-1914. Lyon, PUL, 1996.

RUDE Fernand
Le mouvement ouvrier à Lyon. Lyon, Federop, 1977.

INTERNET

Site du Maitron : biosoc.univ-paris1.fr

Site du CODHOS (Collectif des centres de documentation en histoire ouvrière) : www.codhos.asso.fr

A paraître en 2004

André Philip, socialiste, patriote, chrétien, sous la direction de Christian Chevandier et Gilles Morin, actes du colloque de l'Assemblée nationale. Paris, comité pour l'histoire économique et sociale de la France, 2004.

1810

FÉVRIER

Code pénal :
Coalitions interdites
Toute association de plus de 20 personnes est soumise à l'agrément du gouvernement ; répression de toute coalition ouvrière tendant à la cessation du travail ou à la modification des salaires.

1817

8 JUILLET

Mouvement insurrectionnel.

18 JUILLET

Première exécution d'ouvriers à Lyon par la cour prévôtale.

OCTOBRE

Procès des insurgés de juin devant la cour prévôtale de Lyon.

Fondation des bourses auxiliaires des chapeliers et foulours de Lyon.

1820

19 AOÛT

Tentatives d'insurrections à Paris, à Lyon, Colmar.

1822

6 NOVEMBRE

Ordonnance du maire de Lyon tendant à contrôler et surveiller les sociétés de secours mutuels.

1827

SEPTEMBRE

Fondation par le royaliste Pierre Charrier de la société des mutualistes de Lyon sous le nom de « société de surveillance et indication mutuelle ». Elle disparaît le 6 avril 1828.

30 NOVEMBRE

La société de secours mutuelliste de Lyon fondée par Jacques Lacombe est autorisée par le maire.

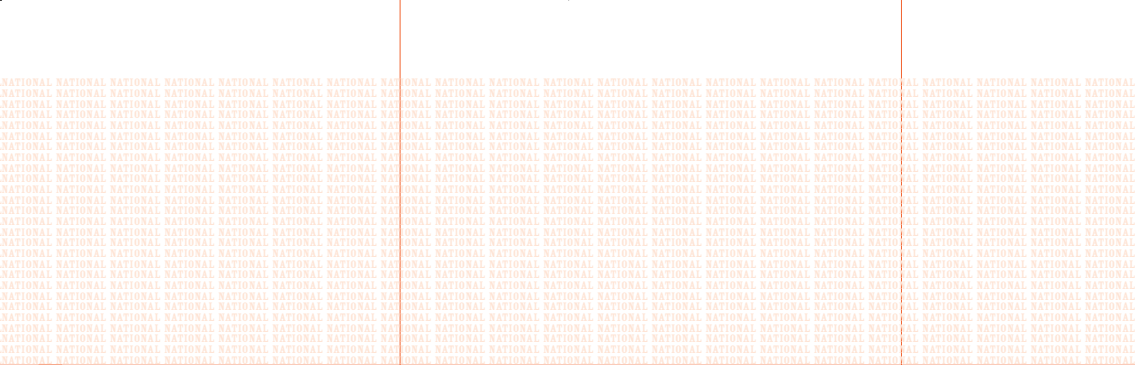
1830

GIVORS

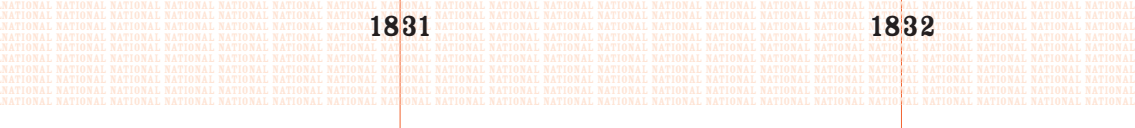
Première grève dans le chemin de fer à Givors.

27-29 JUILLET

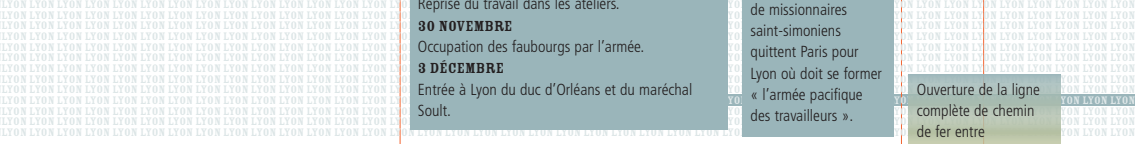
Trois glorieuses.



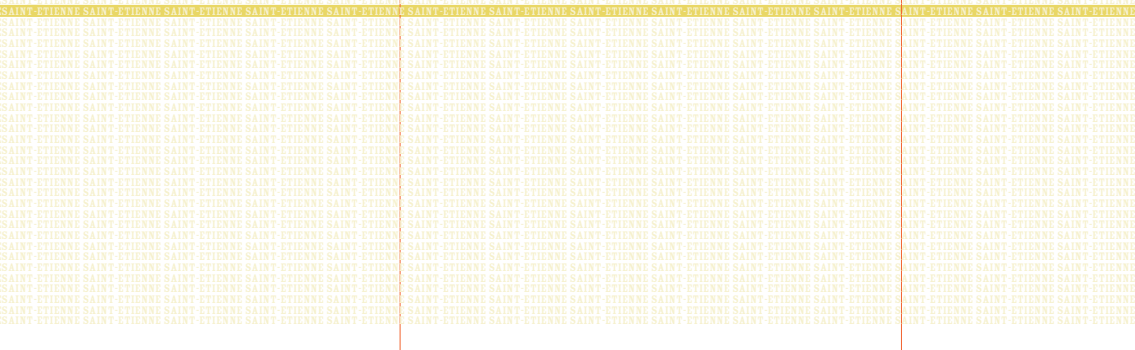
ARCHEES LOCALES DE LYON



<p>9-12 AVRIL Emeute des canuts.</p>	<p>21 NOVEMBRE Début insurrection en début matinée sur la Croix Rousse ; le préfet et le général Ordonneau sont un moment prisonniers des insurgés.</p>	<p>JUIN Procès et acquittement des accusés de Lyon.</p>
<p>25 OCTOBRE Adoption d'un tarif de tissage par une commission paritaire de fabricants et maîtres d'ateliers.</p>	<p>22 NOVEMBRE L'insurrection gagne la ville.</p>	
<p>30 OCTOBRE Premier n° de <i>'ECHO de la fabrique.</i></p>	<p>23 NOVEMBRE Evacuation de la ville par les forces de l'ordre. Occupation de l'Hôtel de ville par les insurgés.</p>	
	<p>24 NOVEMBRE Le préfet Bouvier Dumoulard récupère en douceur l'autorité ; retour au calme.</p>	
	<p>28 NOVEMBRE Reprise du travail dans les ateliers.</p>	<p>NOVEMBRE-DÉCEMBRE Plusieurs détachements de missionnaires saint-simoniens quittent Paris pour Lyon où doit se former « l'armée pacifique des travailleurs ».</p>
	<p>30 NOVEMBRE Occupation des faubourgs par l'armée.</p>	
	<p>3 DÉCEMBRE Entrée à Lyon du duc d'Orléans et du maréchal Soult.</p>	



Ouverture de la ligne complète de chemin de fer entre Saint-Etienne et Lyon
Premier essai en France d'une locomotive à vapeur.



19 AVRIL

Massacre de la rue Transnonain à Paris.

1833

FÉVRIER

Grève des ouvriers « mutualistes » à la suite d'une réduction du tarif de fabrication des peluches. 14 000 métiers s'arrêtent ; la grève dure 10 jours.

22 FÉVRIER

Suite à cette grève, adoption d'une loi prohibant les associations organisées en sections de moins de 20 personnes.

9-14 AVRIL

Insurrection ouvrière à Lyon et Saint-Etienne ; 9 avril ; début de l'insurrection. Barricades dans la ville. La troupe tient les ponts, les Terreaux, la préfecture et Bellecour. 10 avril ; combats violents. Vaise tombe aux mains des insurgés.

11 avril ; massacre de la rue Projéted, plus de 300 morts et 600 blessés.

12 avril ; La Guillotière tombe aux mains des insurgés. Occupation de St-Nizier et St-Bonaventure. Combats meurtriers.

13 avril ; la troupe occupe Fourvière.

14 avril ; la troupe occupe la Croix-Rousse et Saint-Polycarpe. Défaite de l'insurrection. 276 morts.

6 FÉVRIER

Les membres de la Cour des Pairs signent l'arrêt en accusation de plus de 420 personnes. La défense s'organise. Les lyonnais désignent un comité (Baune, Lagrange, Causseidier...).

5 MAI

Première séance du procès d'avril dont 87 lyonnais.

13 AOÛT

Arrêt de la Cour des Pairs concernant les accusés de Lyon (72 condamnations).

16 NOVEMBRE

Reprise des débats publics à la cour de Paris pour juger les inculpés des insurrections d'avril 1834.

28 DÉCEMBRE

Arrêt complémentaire de condamnation.

SEPTEMBRE- OCTOBRE

Création d'une section lyonnaise de la Société des Droits de l'Homme (créée à Paris l'été 1832).

Les passementiers s'organisent autour d'une « caisse de secours ». Pour contourner la loi interdisant les associations, de petites sections de 15 à 17 membres sont créées qui se fédèrent par échelons successifs dans un comité central. 10 NOVEMBRE

Un banquet réunit à Givors 150 mutualistes de Lyon, 20 de Saint-Chamond et 60 de Saint-Etienne. Cette caisse mutuelle a un but essentiellement professionnel : défendre les tarifs.

9 AVRIL

Une action conjointe des canuts et des passementiers est organisée. A Saint-Etienne, la manifestation se transforme en grève générale dès qu'on apprend les événements de Lyon (les canuts décimés à la Croix Rousse).

11 AVRIL

Les mineurs se joignent aux passementiers. La place de l'Hôtel de ville est envahie puis la Manufacture d'armes (alors place Villebeu). La troupe tire : un mort, plusieurs blessés. Les barricades des rues Badouillère, de la Comédie et du Grand-Moulin tombent. Bilan : 3 morts, des dizaines de blessés, la garde nationale est dissoute car elle a refusé de tirer, la caisse de secours est interdite.

1840

1841

1840
Publication du
« Voyage en Icarie »
d'Etienne Cabet, à
l'origine du
mouvement des
communistes icariens.

1841

11 MARS
Loi sur le travail
des enfants.

1844

1846

VILLEURBANE

1840
25 OCTOBRE
Compte-rendu du
banquet démocratique
de Lyon du 25
octobre 1840, tenu
à Villeurbanne (alors
commune de l'Isère).

RIVE DE GIER

FÉVRIER

Début de la grève
des mineurs de Rive
de Gier qui dure plus
de 2 mois ; échec.

30 MARS

Manifestations d'ouvriers, réprimée par la troupe. Il s'agit de la grève au puits Gagne-Petit à Saint-François pour une augmentation des salaires. Le Monopole a répondu par 5 arrestations et par une fusillade sans sommation qui a fait 6 morts.

25-29 FÉVRIER

Sous la pression des ouvriers de la Croix-Rousse, emmenés par Joseph Benoît, une grande place leur est accordée dans la commission municipale provisoire.

25-27 FÉVRIER

Saccages par les ouvriers d'ateliers de tissage, ateliers de providence tenus par les communautés religieuses. Occupation des forts par les « Voraces ».

29 FÉVRIER

Suite des saccages par les ouvriers (scierie mécanique de Vaise, atelier de construction de bateaux à vapeur ; atelier de menuiserie).

16 MARS

Les ouvriers de la Croix-Rousse évacuent l'enceinte fortifiée de la Croix-Rousse et le fort de Montessuy.

FÉVRIER

Coordination de l'ensemble des puits en un comité central présidé par Charbonnier et Bontemps. La grève est soutenue par la bourgeoisie locale, furieuse contre le Monopole mené par des Parisiens. Le maire Aristide Martin crée une société de secours mutuel « La populaire ». Le drapeau rouge flotte sur l'Hôtel de ville.

14 ET 16 AVRIL

Les passementiers font le tour de tous les « couverts ateliers » (qui font travailler sous les ordres des sœurs des orphelins et des filles mères pour des salaires de misère) pour y détruire systématiquement tous les métiers.

1848

22 - 24 FÉVRIER

Seconde République.

5 MARS

Suffrage universel.

27 MAI

Les ouvriers
deviennent électeurs
et éligibles
aux conseils
de prud'hommes.

23 - 26 JUIN

Insurrection ouvrière
à Paris.

17 MAI

Le substitut du procureur Tabouret fait arrêter plusieurs ouvriers des ateliers nationaux qui ont brisé les métiers à tisser d'un fabricant.

18 MAI

Les Voraces séquestrent le procureur Tabouret, parce qu'il refuse de libérer les ouvriers emprisonnés de la République. Les fait libérer. Tabouret relâché 2 jours plus tard.

1849

1851

1852

1853

1850

1854

1850

9 AVRIL
Décret instituant une caisse de retraites et de secours mutuels pour les ouvriers et employés de la Fabrique.

2 DÉCEMBRE
Coup d'état.

26 MARS

Décret sur les sociétés de secours mutuels entraîne une mutualité territoriale contrôlée par les notables.

1854

22 JUIN
Loi sur le livret d'ouvrier.

1856

1863

1849

14-15 JUIN
Mouvements populaires à Lyon où a lieu une véritable bataille de rues.

6 AOÛT

Ouverture du procès dit « complot de Lyon » contre les militants des sociétés secrètes de la Nouvelle Montagne (A. Genet).

1858

JUILLET
Grève des ouvriers chapeliers, étouffée par la police, 78 arrestations. 1^{re} répression brutale d'une grève sous le Second Empire.

OCTOBRE

Achèvement de la voie ferrée Paris - Lyon.

Fondation du Crédit lyonnais.

1870

4 SEPTEMBRE
Troisième République.

1871

18 MARS - 27 MAI
Commune de Paris.

1871

Renaissance des
chambres syndicales.

1876

OCTOBRE
Premier congrès des
Chambres syndicales
à Paris.

1872

Renaissance des
chambres syndicales :
Fabrique, tailleurs de
pierre, cordonniers,
typographes, bron-
ziers...

OIVORS

Renaissance des
chambres syndicales :
fondeurs en fer.

27 FÉVRIER

Réunion constitutive de la section locale de l'Association internationale des Travailleurs.

18 MARS

Congrès de l'A.I.T., salle de la Rotonde, organisé par Albert Richard secrétaire de la section lyonnaise de l'A.I.T. (5-6000 personnes).

3 MAI

Arrestation des principaux membres de la section lyonnaise de l'A.I.T.

15 SEPTEMBRE

Bakouine arrive à Lyon, au matin. Il en repartira dans la nuit du 29 au 30.

28 SEPTEMBRE

Echec de l'insurrection lyonnaise à laquelle Bakouine a participé (insurrection avec volonté d'établir une commune révolutionnaire – occupation de l'Hôtel de ville pendant quelques heures).

22 MARS

Deuxième proclamation de la commune à Lyon.

24 MARS

Fin de la Commune à Lyon.

30 AVRIL

Insurrection de la Guillotière.

25 MARS

Dans la nuit du 24 au 25 mars 1871, la foule envahit l'Hôtel de ville, hisse le drapeau rouge, proclame la Commune et impose au maire des élections. Dans l'après-midi du 25, un manifestant est tué sur la place de l'Hôtel de ville. Au soir du 25, lors d'une boucalsade, des coups de feu partent : le préfet et 3 gardes tombent morts. 2 jours après, répression et arrestations débutent : 56 stéphanois accusés d'appartenir à l'Internationale sont jugés à la cour d'assises de Riom puis déportés à Cayenne ou en Algérie. Michel Rondet en prend pour 5 ans.

Renaissance des
chambres syndicales :
passementiers.

Constitution de la
chambre syndicale
des mineurs
de Saint-Etienne.

1879

1881

1883

1886

1888

1882

1884

1887

1889

Création du « parti ouvrier » socialiste (Julius Guesde).

1881
JUILLET

Congrès de Londres des anarchistes définissant leurs positions.

1884

21 MARS

Lol Waldeck-Rousseau donne une existence légale aux syndicats professionnels. Multiplication des chambres syndicales, naissance des fédérations nationales des métiers.

1887

3 FÉVRIER

Inauguration de la 1^{ère} Bourse du travail à Paris.

1878

28 JANVIER - 8 FÉVRIER

2^e congrès ouvrier de France tenu à Lyon tenu à Lyon « tendance modérée ».

1881

10 JUILLET

Réunion à Lyon de la Fédération de l'Est du parti ouvrier.

1883

5-9 SEPTEMBRE

1^{er} congrès national des sociétés de secours mutuels.

1886

19-22 SEPTEMBRE

Deuxième congrès des sociétés coopératives de consommation de France.

11-16 OCTOBRE

Congrès constitué de la Fédération nationale des syndicats.

1889

OCTOBRE

Délégation du conseil municipal du 10 octobre valide la création d'une bourse du travail ouvs Morand.

1882

25-30 SEPTEMBRE

Congrès du « Parti ouvrier », les guesdistes écartés de la direction font scission, tiennent un congrès dissident à Roanne et fondent le parti ouvrier français (P.O.F.). Le « parti ouvrier » fonctionne jusqu'en 1890 avec les « possibilistes » Paul Brousse et Jean Allemane.

1883

24-31 OCTOBRE

1^{er} congrès national des mineurs à l'initiative de Michel Rondet, fondation de la Fédération nationale des mineurs qui aura pour siège Saint-Etienne, et pour 1^{er} secrétaire général : Michel Rondet.

1888

25 MAI

Création de la bourse du travail de Saint-Etienne par une délibération du conseil municipal (la 4^e), inaugurée le 14 juillet, réglementé approuvé le 21 février 1889.

Premiers succès électoraux des socialistes : Paul Emile Girodet maire de Saint-Etienne.

1890

Constitution de la Fédération des cheminots.

1^{er} MAI
1^{re} célébration française du 1^{er} mai.

2 JUILLET
Loi supprimant le livret ouvrier.

OCTOBRE
Congrès de Châtelleraut
Brousse et Alleman se séparent, fin du « parti ouvrier ».

Création de la « Ligue populaire lyonnaise pour le repos du dimanche ».
1^{re} conférence le 12 décembre 1890.

A partir de 1890, les défilés interdits du 1^{er} mai, derrière les drapeaux rouges, se soldent chaque fois par des affrontements avec la police et des arrestations.

1891

15 MAI
Encyclique *Reum novorum*.

FÉVRIER
Installation de la Bourse du travail de Lyon, 39 cours Morand.

4^e congrès national du P.O.F.

1892

1892

1893

1892
30 MARS
Arrestation de l'anarchiste Ravachol de la Loire. Nombreux attentats anarchistes.

4 DÉCEMBRE
Inauguration de la Bourse du travail.

1893
MARS
Premier n° du « Bulletin officiel de la bourse du travail », deviendra « le Travailleur syndiqué » en juillet 1906 puis « le Semeur » en janvier 1908.

7-8 FÉVRIER
Congrès constitutif de la Fédération nationale des bourses du travail, tenu à Saint-Etienne animé par Fernand Pelloutier.

1894

24 JUIN
Assassinat à Lyon du président de la République Sadi Carnot.

25-27 JUIN
3^e congrès de la Fédération nationale des bourses du travail.

8^e congrès des sociétés coopératives de consommation.

1895

23-28 SEPTEMBRE
Constitution du syndicat C.G.T. (Confédération Générale du Travail).

26 AOÛT - 2 SEPTEMBRE
5^e congrès national de la Mutualité française.

1898

FÉVRIER
Création de la Ligue des Droits de l'Homme.
9 AVRIL
Lor sur les accidents du travail.
OCTOBRE
Grève générale des cheminots, échec.

SEPTEMBRE
Aux congrès d'Alger et de Montpellier, adhésion de toutes les bourses du travail à la C.G.T.
Création d'une section des bourses au sein de la C.G.T.

1899

1900

1901

Fondation par Marie-Louise Rochebillard de deux syndicats féminins à Lyon. Le syndicalisme chrétien féminin est né.

26 - 28 MAI
3^e congrès général des organisations socialistes françaises. Rupture consommée ; fondation en 1902 de 2 partis socialistes rivaux : le Parti socialiste de France (P.S.D.F.) Guesde et Vaillant et le Parti socialiste français (P.S.F.) Jaurs.

23-27 SEPTEMBRE
12^e congrès national corporatif (6^e de la C.G.T.).

13-15 OCTOBRE
2^e congrès des sociétés coopératives ouvrières.

DÉCEMBRE
La Bourse du travail de Lyon, première bourse à adhérer à la C.G.T.

Démarrage de l'usine Marius Berliet à Montplaisir.

JUIN
Grève générale des ouvrières de la manufacture des tabacs.

20 DÉCEMBRE
20 000 passementiers arrêtent leurs métiers pour obtenir le paiement de « a mise en train » ou de temps de « chargement » des machines, qui prend plusieurs jours à chaque nouvelle production.

26 DÉCEMBRE
Grève des mineurs pour obtenir une augmentation de 0, 50 F par jour, pour une diminution de la journée de travail et pour la reconnaissance du Comité fédéral syndical.

4 JANVIER
La manifestation des passementiers, place Marengo, est rejointe par celle des mineurs. Les Dragons sont là, sabres au clair, un tramway est renversé, 35 manifestants sont arrêtés.

Les négociants regroupés au sein de la « Fabrique » jouent la division entre les « chefs de travaux », maître artisans, propriétaires de leur métier, et les « compagnons », salariés des 1^{er}.
Résultats : une légère augmentation des tarifs.
N.b. : « les passementiers peuvent bien se nourrir avec 3 soupes » proclament les négociants d'où l'expression « régime des 3 soupes » pour caractériser les propositions patronales.

MARS
Grève des employés du tramway qui obtiennent très vite des jours de congé supplémentaires.

MAI
Jules Ledin est élu maire.

1903

1904

1906

1908

1910

1911

1905

1907

1909

1912

1904

Création du journal *l'Humanité* par Jaurès.

1905

23 AVRIL

Unification des socialistes. Fondation de la S.F.I.O.

1906

JUILLET

Loi sur le repos hebdomadaire obligatoire de 24 h.

1909

16 - 23 MARS

1^{re} grève des postes
12 MAI
2^e grève des postes : Clémenceau fait prononcer 541 révocations.

OCTOBRE

Grève générale des cheminots.

25 DÉCEMBRE

Loi instituant le code du travail.

VILLEURBANNE

Les socialistes s'installent à la Mairie, avec Emile Dunière d'abord puis, en 1908, Jules Grandclément « médecin des pauvres » qui pendant 20 ans va s'efforcer de faire de sa ville le laboratoire de l'action sociale : devant la mise en oeuvre des lois sociales, luttant contre la maladie avec la création d'un hôpital-hospice et le manque d'hygiène, avec l'installation d'un Bureau d'hygiène en 1913, créant la même année l'un des premiers Offices d'H.B.M. en France.

1905

MAI

Grève chez Berliet.

1906

1^{er} MAI

Grève générale pour la journée de 8h. Violentes manifestations.

2 SEPTEMBRE

Congrès national des sociétés de secours mutuel. 1^{re} application à Lyon de la loi sur le repos hebdomadaire.

VILLEURBANNE

1908

Election du maire socialiste Jules Grandclément.

1907

9 FÉVRIER

Meeting de la S.F.I.O., salle des folies bergères, avec J. Jaurès.

AVRIL

Congrès des socialistes indépendants ayant refusé l'unité.

1908

6 - 8 JUIN

3^e congrès de la Ligue des Droits de l'Homme.

1912

18 - 21 FÉVRIER

9^e congrès national du P.S.-S.F.I.O. (nationalisations, franc-maçonnerie, laïcité)

16 DÉCEMBRE

Grève de la C.G.T. contre la loi de 3 ans et la guerre.

1912

Conflit chez Berliet lié à l'introduction du chronométrage.

1911

Congrès constitutif de l'Union départementale C.G.T. de la Loire qui regroupa 77 des 134 syndicats du département et qui est l'une des plus importantes UD de France.

1904

FÉVRIER

3^e congrès du parti socialiste français (P.S.F) et inauguration de la Bourse du travail cours Victor Hugo, par Jean Jaurès.

NATIONAL

1914

1917

1918

1919

JANVIER

Suppression de la section des bourses au sein de la C.G.T., fin de l'autonomie des bourses du travail.

Mai Grèves.

Grèves.

2 NOVEMBRE

Création de la C.F.T.C.

LYON

25 JUILLET

Discours de Jaures à Vaise.

30 JUILLET

Manifestations ouvrières.

Mai

Grand mouvement de grève.

JANVIER

Mouvement de grève 31 JANVIER Des milliers de femmes manifestent contre la guerre et contre le départ des nouvelles classes au front.

15 - 21 SEPTEMBRE

2^e congrès national corporatif (14^e de la C.G.T.). Violents affrontements aux origines de la scission de la C.G.T. deux ans plus tard.

Nouvelles usines

Berliet à Vénissieux.

SAINT-ETIENNE

6 caisses de secours mutuels ont leur siège à la bourse du travail et un secrétaire ; Urbain Malot qui crée un dispensaire pour mutilés du travail. Il s'agit de la 1^{re} réalisation de ce qui deviendra la Fédération des Mutilés du travail fondée à Saint-Etienne en octobre 1921 par Baptiste Marcelet.

18 - 28 MAI

Très important mouvement de grève dans les usines de guerre du bassin de la Loire. L'U.D.-C.G.T., menée par un métallurgiste Andrieu, décide de déclencher une grève générale (qui devait se propager à toute la France pour amener une insurrection qui mettrait fin à la guerre et au capitalisme à l'instar de la révolution d'octobre 1917 en Russie). Le gouvernement dépêche des troupes, fait arrêter 50 dirigeants et les fait passer en conseil de guerre. La grève générale s'effondre au bout de 10 jours.

AVRIL

Antoine Durafour, maire de Saint-Etienne, alors ministre du travail, fait voter la journée de 8 h mais cette loi n'est pas appliquée.

1920

19 FÉVRIER -

3 MARS

Grèves des cheminots.

JUILLET-AOÛT

Création du Bureau international du Travail (B.I.T.).

25-29 DÉCEMBRE

Congrès de Tours : naissance du parti communiste de la scission de la S.F.I.O.

1921

Scission entre la C.G.T. et la C.G.T.U.

VILLEURBANNE

1922

18 DÉCEMBRE

Congrès fédéral de la section française de l'Internationale Communiste (S.F.I.C.). A Tours, le maire de Villeurbanne Jules Grandclément avait pris position pour la 3^e Internationale Communiste, derrière Cachin et Frossard : 20 conseillers municipaux le suivent, 10 demeurent derrière Léon Blum à la S.F.I.O.

1922

Naissance de la Rhodiacéta.

1923

18-24 JUILLET

13^e congrès national de la Mutualité française.

1924

14 JUIN

1^{er} gouvernement Herriot.

VILLEURBANNE

Installation d'un maire S.F.I.O. à Villeurbanne : Lazare Goujon, dont le principal axe d'action sera pendant 10 ans (1924-1934) la modernisation de la ville : création d'un nouveau centre : Les Gratte-Ciel, programme social de logement, assorti de lieux culturels et sportifs : théâtre municipal, stades et piscines, de salles dédiées aux associations professionnelles : le Palais du Travail (1929).

20-23 JANVIER

3^e congrès du parti communiste.

1925

ETÉ

Grève dans les banques menée par la C.G.T. et la C.F.T.C. d'un mois et demi, sans succès.

12 OCTOBRE 1925
Journée d'actions de la C.G.T.U.

3 MAI

La grève s'étend aux mineurs.

MAI

grève générale avec le 9 mai une manifestation sur le terrain d'aviation de Méons, présidée par le maire Louis Soulié et par le député Antoine Durafour.

5-8 MAI

8^e congrès de la Fédération nationale des coopératives de consommation. 15 - 16 OCTOBRE Congrès constitutif à Saint-Etienne de la fédération des Mutilés du Travail (F.N.A.T.H.).

1922

25 JUIN -

1^{er} JUILLET

1^{er} congrès national C.G.T.U. Création de la C.G.T.U. le 22 juin à la Bourse du travail, suite à l'échec de la grève générale de 1920 et à la position de la C.G.T. jugée trop molle.

17 MARS - 14 AVRIL

Grève métallurgiste à pour l'application de la journée de 8 h. Elle durera plus d'un mois et se soldera par 1000 licenciements et la condamnation à des peines de prison des principaux leaders (Lardourin, Pétrus Faure, Marcel Thibaud). Apparition pour la 1^{re} fois dans la lutte la toute nouvelle C.F.T.C. menée notamment par Jean Vidal, Jean Pralong et Florent Badiou.

DÉCEMBRE

Le communiste Benoit Frachon prend la tête de l'U.D.-C.G.T.U. et les « syndicalistes révolutionnaires » se rassemblent à l'intérieur de la C.G.T.-S.R.

1927

1930

1933

1935

1926

1928

1934

1929

1934

12 FÉVRIER
Journée de grève
(C.G.T. et C.G.T.U.).
Toutes les composantes du mouvement ouvrier défilent côte à côte.

OCTOBRE
Création de la J.O.C.

1928
5 AVRIL
Loi sur les assurances sociales.

24 AVRIL
Loi sur les assurances sociales, modifiant la précédente.

VILLEURBANNE
AOÛT
Fête commémorative de Jaurès organisée par les Fêtes du Peuple, au Théâtre de Verdure.

15-16 NOVEMBRE
Congrès fondateur de la C.G.T.-S.R. (confédération générale du travail syndicaliste révolutionnaire), dirigée par Pierre Bernard.

17 - 30 AVRIL
2^e congrès national du P.S. S.F.I.O. : rapports socialistes communistes, défense nationale, socialisme et bolchevisme, socialisme et radicalisme.

1928
2^e congrès de la C.G.T.-S.R.

1933

12 FÉVRIER
Grève générale.

1934
Achèvement de la construction de la nouvelle Bourse du travail, place Guichard.

VAUX-EN-VELIN

FÉVRIER
Grèves à la T.A.S.E. (Textiles artificiels du Sud-Est).

VILLEURBANNE

5 MAI
Les communistes autour de Camille JOLY, après la mort de Jules Granddément, prennent le pouvoir à Villeurbanne jusqu'en 1939 et y reviendront après la Libération de 1944 à 1947 avec Georges Lévy.

1933

OCTOBRE
Journées d'action de la C.G.T.U., c'est la marche de la faim au cri « du pain et du travail ».

1934

14 JUILLET
Meeting commun P.C.F.-S.F.I.O.

27 JUILLET
Syndicats et partis recommandent la création dans les quartiers et les entreprises de comités de vigilance antifascistes.

1934

12 MAI
Saint-Etienne devient la plus grande municipalité Front Populaire avec L. Soulié (radical), B. Ramier (P.C.F.) et F. Faure (S.F.I.O.).

1936

1939

MARS

Congrès de Toulouse
fusion des 2 confédérations C.G.T. et C.G.T.U.

MAI - JUIN

Grèves.

JUIN

Lais sur les congés payés, la semaine de 40h et les conventions collectives.

8 SEPTEMBRE

Déclaration de guerre.

VILLEURBANNE

22 - 25 JANVIER

8^e congrès national du P.C.F. à Villeurbanne

14 JUIN

Rassemblement du Front Populaire à Villeurbanne autour de Georges Lévy et Brun, députés et Joly, maire de Villeurbanne.

27 JUILLET

Manifestation à Villeurbanne pour célébrer la victoire des travailleurs du textile suite à 3 semaines de grève.

11-31 JUILLET

La municipalité communiste organise 3 semaines de voyage en U.R.S.S.

MARS-AVRIL

Grèves chez Berliet.

AVRIL-MAI

Reprise des grèves à la T.A.S.E.

16 SEPTEMBRE

Rhodiacéta : les ouvriers en grève s'occupent les 3 directeurs.

VILLEURBANNE

8 JUIN

Manifestation de 2000 chômeurs organisée par le Comité Central des chômeurs dans les rues de Villeurbanne, suite au refus du ministre du travail de continuer à subventionner le fonds municipal de chômage ; aidés par la C.G.T., ils présentent leur cahier de revendications à la Préfecture le 3 août et adhèrent à un nouveau Comité intersyndical des chômeurs du département.

5 OCTOBRE

A Villeurbanne, comme dans plusieurs communes de la banlieue lyonnaise : Vénissieux, Saint-Fons..., le conseil municipal communiste est dissous par arrêté préfectoral et remplacé jusqu'au 25 avril 1941 par une délégation spéciale.

31 AVRIL

Les communistes perdent leur délégation au sein du conseil municipal.

NATIONAL

1940

10 MAI

Offensive allemande.

JUILLET

Pétain chef de l'Etat.

16 AOÛT

Dissolution des

confédérations C.G.T.

et C.F.T.C.

OCTOBRE

Statut des juifs.

NOVEMBRE

Des dirigeants de la

C.G.T. et de la C.F.T.C.

rédigent en commun

le « manifeste des

Douze » pour la survie

du syndicalisme.

LYON

OCTOBRE

Réunion à Lyon des

cadres de la C.F.T.C.

qui décident de conti-

nuer le syndicat mal-

gré sa dissolution

par le gouvernement.

DÉCEMBRE

Parution du 1^{er} numéro

du « Franc Tireur »

fondé par Antoine

Avinin.

SAINT-ETIENNE

31 JANVIER

Éviction des commu-

nistes du conseil

municipal.

1941

OCTOBRE

Charte du travail.

MAI

Réunion clandestine de responsables de la S.F.I.O. :

Henri Ribière et Daniel Mayer.

Création du Comité d'Action Socialiste (C.A.).

1^{er} MAI

A la Bourse du travail, meeting de l'U.D.-C.G.T. :

dernière rencontre syndicale publique autorisée ;

Marius Vivier Merle, secrétaire général de l'Union

des syndicats ouvriers prend position contre la

charte du travail.

JUILLET

1^{er} numéro du journal « Libération », organe

du mouvement de résistance « Libération-Sud ».

NOVEMBRE

Création du Mouvement ouvrier français (M.O.F)

par alliance entre les dirigeants de la C.G.T. et de

la C.F.T.C. (résistance ouvrière), grâce à l'action d'Yves

Morandat (parachuté à Toulouse le 07/11).

1942

JUIN

Les Allemands demandent 250 000 travailleurs

français (« la Relève »).

JANVIER

Une organisation de résistance se met en place

dans les P.T.T.

MARS

1^{er} numéro du journal clandestin « L'insurgé »,

ouvrier anarchisant par Marie Gabriel Fugère.

1^{er} MAI

Manifestation à 18h, devant la statue de la

République, place Carnot (plusieurs milliers de

personnes). 1^{re} grande manifestation d'opposition,

suscitée en commun par les 3 mouvements

et le M.O.F.

12 JUIN

1^{er} départ de travailleurs volontaires pour

l'Allemagne.

ÉTÉ

La C.G.T. met en place des bureaux illégaux de

clandestins.

JUILLET

André Plaisantin (Combat) et Lucien Naillood créent

une formation résistante au sein de la C.F.C.

1^{er} MAI

Rassemblement

silencieux.

14 JUILLET

Rassemblement

silencieux.

8 NOVEMBRE

8 jours de grève dans

les mines.

11 NOVEMBRE

Rassemblement

silencieux.

16 FÉVRIER
Décret instituant le Service du Travail Obligatoire (S.T.O.) en Allemagne.

MAI
Création du conseil national de la résistance.

17 JUILLET

A Perrache, 1^{er} départ d'ouvriers volontaires pour la Relève (691 hommes et femmes).

18 OCTOBRE

Grèves aux ateliers de la S.N.C.F. à Oullins, en protestation contre la réquisition de main d'œuvre pour l'Allemagne ; le mouvement gagne les ateliers S.N.C.F. de Vénissieux et la gare Saint-Paul (5000 ouvriers) ; le soir, la police évacue les locaux (nombreuses arrestations).

14 OCTOBRE

Les prisonniers de la veille sont ottonnés par la foule devant le commissariat de Saint-Jean.

15 OCTOBRE

Reprise du travail à la S.N.C.F. ; grève dans la métallurgie (SIGMA).

16 OCTOBRE

Grèves à Berliet, Paris-Rhône, Rochet-Schneider, Calor : 12 000 ouvriers.
Tract « pas un homme pour l'Allemagne ».

19 OCTOBRE

Fin de la grève : 343 arrestations, 93 internements administratifs, 27 transports dans le sud algérien.

22 OCTOBRE

1^{er} départ de travailleurs requis pour l'Allemagne (483).

AUTOMNE

Création par le M.O.F. et Combat de « l'action ouvrière », confiée à Marcel Degliame.

7 MARS

En gare des Brotteaux, 1^{er} départ pour le S.T.O.

JUIN

Robert Ladel est nommé directeur départemental du S.T.O. Avec les docteurs Jean-Georges Adam et Jean Hérique, il s'emploie à saboter l'envoi de travailleurs en Allemagne.

5 JUIN

Dans plusieurs quartiers de Lyon, importantes opérations de police pour retrouver les réfractaires au S.T.O.

27 DÉCEMBRE

Aux usines SIGMA, bombes placées par une cinquantaine de résistants ; dégâts très importants.

27 SEPTEMBRE

La Gestapo arrête 25 ouvriers du garage Citroën, pour sabotage larvé.

30 SEPTEMBRE

VILLEURBANNE
1^{er} MARS
place Grandclémé à Villeurbanne : rafe en guise de repaire, par la Gestapo, aidée de la milice, de 180 hommes, pris au hasard, envoyés au camp de Compiègne, puis de Mauthausen.

« Charte de l'action ouvrière » : buts (engager la classe ouvrière dans la résistance active), structures, relations avec les syndicats ; l'action ouvrière devient opérationnelle.

6 JUIN

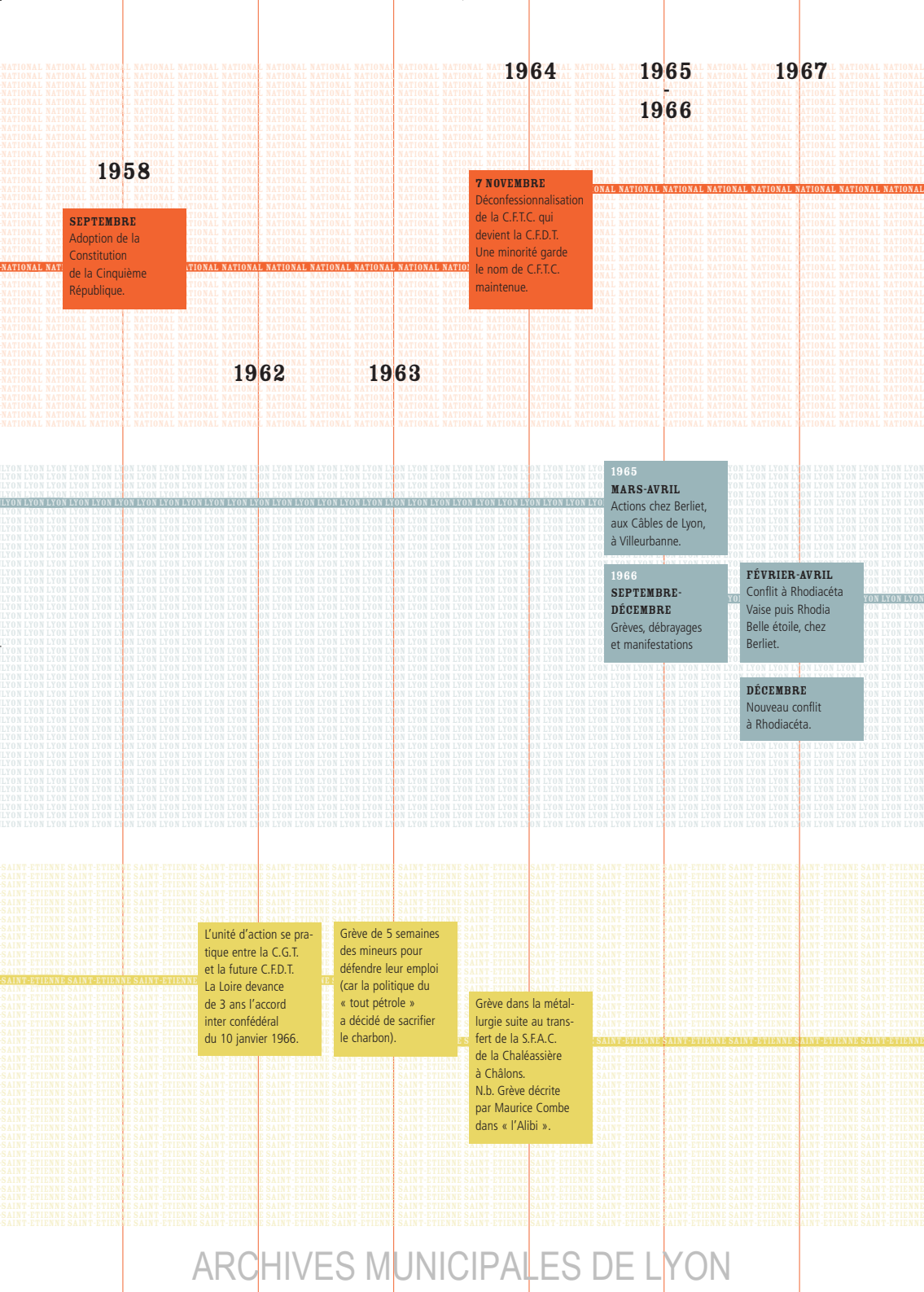
Distribution de tracts dans les trains qui emmènent les jeunes au S.T.O.

26 SEPTEMBRE

Evasion de 32 détenus de la prison de Bellevue.

11 NOVEMBRE

Sabotage des garages de la gare de Châteaureux.



1964

1965

1967

1966

1958

SEPTEMBRE
Adoption de la
Constitution de
la Cinquième
République.

7 NOVEMBRE
Déconfessionnalisation
de la C.F.C.T. qui
devient la C.F.D.T.
Une minorité garde
le nom de C.F.T.C.
maintenue.

1962

1963

1965
MARS- AVRIL
Actions chez Berliet,
aux Câbles de Lyon,
à Villeurbanne.

1966
**SEPTEMBRE-
DÉCEMBRE**
Grèves, débrayages
et manifestations

FÉVRIER-AVRIL
Conflit à Rhodiac
Vaise puis Rhodia
Belle étoile, chez
Berliet.

DÉCEMBRE
Nouveau conflit
à Rhodiacéta.

L'unité d'action se
pratique entre la C.G.T.
et la future C.F.D.T.
La Loire avance
de 3 ans l'accord
inter confédéral
du 10 janvier 1966.

Grève de 5 semaines
des mineurs pour
défendre leur emploi
(car la politique du
« tout pétrole »
a décidé de sacrifier
le charbon).

Grève dans la métal-
lurgie suite au trans-
fert de la S.F.A.C.
de la Chalais-Érie
à Châlons.
N.b. Grève décrite
par Maurice Combe
dans « l'Alibi ».

1968

22 MARS

Incidents à la faculté de Nanterre.

13 MAI - 17 JUIN

Grève générale.

27 MAI

Accords de Grenelle.

MARS-AVRIL

Grèves dans les services publics, chez Berliet, dans les entreprises d'habillement, dans le secteur de la chimie.

7 MAI

Début de la grève générale des étudiants de Lyon. Manifestation (3 à 4 000 étudiants).

8 MAI

Grève aux P.T.T.

9 MAI

Nouvelle manifestation étudiante (2 000 personnes).

11 MAI

Occupation des facultés par les étudiants.

13 MAI

Manifestation de masse : 30 000 étudiants et syndicalistes.

16 MAI

Début d'un mouvement de grève dans les usines. Les ouvriers de Berliet déplacent les lettres de la raison sociale pour former le mot « liberté ».

20 MAI

Grève des transports en communs, de la poste, du téléphone. Généralisation du mouvement dans les usines.

21 MAI

Les quotidiens de Lyon cessent de paraître. Extension de la grève et début de grève dans la vie quotidienne (essence, banques, alimentation). La Voix du Lyonnais (supplément départemental de l'Humanité-dimanche) paraît quotidiennement sous le titre la Voix du Rhône.

24 MAI

Après-midi : manifestation dans le centre. Soirée : émeutes place des Cordeliers et cours Lafayette jusque dans la nuit. Beaucoup de dégâts et un mort, le commissaire de police Lacroix. Parution du « Journal du Rhône », quotidien jusqu'au 6 juin, à l'initiative d'un groupe de militants.

29 MAI

Manifestation des partis de gauche et des syndicats (30 à 40 000 personnes).

4-8 JUIN

Reprise progressive du travail, les journaux reparaissent le 8.

Ouverture du centre lyonnais de l'A.N.P.E. créée par l'ordonnance du 13 juillet 1967.

Les U.D.-C.G.T., C.F.D.T., F.E.N. et U.N.E.F. rassemblent 20 000 manifestants.

17 MAI

grèves à la S.N.C.F. et à la C.A.F.L. puis toute la métallurgie, la mine, le textile, l'enseignement, les grands magasins, les administrations... Dans les usines occupées, la Comédie de Saint-Etienne met en scène spectacles et poèmes.

6 JUIN

10 000 métallurgistes remontent le cours Fauriel jusqu'au siège du syndicat patronal.